



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

## **La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 10 avril 2026

### **Arrêté n°PAIC-2026-0027 du 10 avril 2026**

**imposant des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates à titre conservatoire à la société EXCOFFIER Recyclage dans son établissement situé 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier, suite à l'incendie du 10 avril 2026**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, et R. 512-69 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43,

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie,

VU le décret du 24 avril 2025 portant nomination de Madame Véronique CARON en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Thonon-les-Bains,

VU l'arrêté préfectoral SGCD/SLI/PAC/2026-005 du 9 janvier 2026 donnant délégation de signature à Madame Véronique CARON, sous-préfète de l'arrondissement de Thonon-les-Bains,

VU l'arrêté préfectoral 2009-604 du 26 février 2009 autorisant la société Guy DAUPHIN Environnement à exploiter un établissement de regroupement, transit, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux au 1218 avenue du Stade, 74 970 Marignier,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015107-0011 du 17 avril 2015 portant agrément du centre VHU et modification de certaines rubriques de classement des activités de l'établissement de Marignier précité,

VU l'arrêté préfectoral PAIC 2021-0050 du 12 mai 2021 portant changement d'exploitant au bénéfice de la société EXCOFFIER Recyclage de l'établissement de regroupement, transit, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux situé 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 avril 2026, faisant suite à l'incendie de la même date ;

**CONSIDÉRANT** que suite à l'incendie du 10 avril 2026, il est nécessaire de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser les accès au site ;

**CONSIDÉRANT** que l'incendie du 10 avril 2026, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement impactantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prescrire à l'exploitant une évaluation des impacts de l'incendie sur les milieux vulnérables ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées sur le site ;



**CONSIDÉRANT** que les précipitations annoncées par Météo France à compter du 11 avril 2026 au soir sont susceptibles de faire déborder le dispositif de rétention des eaux d'extinction de l'incendie et qu'il convient de le faire vider avant ces précipitations ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Société EXCOFFIER Recyclage, SIRET n° 32702008700125, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé 70 route du Stade, 74350 Villy-le-Pelloux est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté sur son site implanté 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2**

L'exploitant mettra en œuvre les dispositions suivantes :

- faire pomper par une société spécialisée, avant le samedi 11 avril 2026 à 24h00 l'intégralité des eaux d'extinction de l'incendie du 10 avril 2026. Cette disposition sera complétée, en tant que de besoin, par le nettoyage des parties souillées du site et des canalisations de ses réseaux internes, afin de garantir dès la fin de l'opération, un rejet des eaux de pluie conformes aux dispositions de l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral 2009-604 du 26 février 2009.

L'exploitant transmettra sous 24 heures après l'opération les documents attestant du pompage des eaux d'extinction de l'incendie ainsi que de leur élimination en tant que déchets liquides. Il précisera en outre le volume pompé, la société missionnée pour le pompage ainsi que la nature du traitement et l'établissement qu'il a missionné à cette fin,

- suspendre immédiatement l'exploitation du bâtiment dans lequel s'est produit l'incendie. Son exploitation ne pourra reprendre qu'après évacuation de l'intégralité des déchets concernés par l'incendie, l'expertise par une société spécialisée de la tenue du bâtiment et l'avis favorable de l'inspection des installations classées,
- la transmission, avant le 14 avril 2026 d'un protocole d'analyse destiné à déterminer l'impact de l'incendie du 10 avril 2026 sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Ce document qui sera réalisé par un bureau d'études spécialisé portera sur les milieux et les substances à analyser et sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées qui pourra, le cas échéant, modifier ou compléter la liste des milieux et des analyses prévues,
- la réalisation des mesures prévues par le protocole, le cas échéant complété par l'inspection des installations classées, et la transmission des résultats sous forme d'un document de synthèse, sous un délai de 3 semaines après la validation du document par l'inspection des installations classées. Ce document, établi par un bureau d'études spécialisé comprendra notamment l'interprétation des résultats et des recommandations sur les actions à engager pour réduire au maximum l'impact du sinistre sur l'environnement.

### **Article 3**

Le présent arrêté sera notifié à la société EXCOFFIER Recyclage.

### **Article 4**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné au 1° et au 2°.

#### **Article 5**

Madame la sous-préfète de Thonon-les-Bains et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le Maire de Marignier.

Pour la préfète,

Visé par  
VERONIQUE CARON  
RIO : 1231592  
Le 10 avr. 2026 19:21:36 GMT

CN=MINISTERE DE L  
INTERIEUR-SIGNATURE CACHET  
D2S-2025  
organizationIdentifier=NTRFR-110014016  
OU=0002 110014016  
O=MINISTERE INTERIEUR  
C=FR  
2026-04-10 21:21:36